

Dans ce texte, originellement paru en allemand dans le numéro d'août de la revue Analyse und Kritik, Marie Laure Geoffray s'interroge sur les conditions d'émergence et les contours d'une « nouvelle gauche » cubaine, capable d'articuler le refus d'un processus de restauration capitaliste avec une critique du régime et une stratégie politique d'émancipation.

La critique libérale ou conservatrice du gouvernement révolutionnaire cubain est la plus audible dans les médias occidentaux. En effet, depuis 1959, une puissante diaspora cubaine s'est organisée à Miami, où elle a créé des outils de communication (presse, radio, télévision) qui ont acquis une audience forte, non seulement à l'échelle locale, mais aussi nationale et internationale. En outre, de nombreux Cubains exilés ont fait des carrières politiques dans le parti républicain et certains sont députés au Congrès américain, où ils disposent d'un pouvoir d'influence important. Le maintien de l'embargo, mis en place en 1962 contre le gouvernement cubain, est lié à la force de cette influence, alors que l'échec de cette politique est patent. Cette diaspora organisée politiquement demeure un contrepoids majeur au gouvernement cubain actuel. Elle fonctionne en effet comme un relais et une caisse de résonance pour l'opposition libérale et conservatrice au gouvernement de Raul Castro active dans l'île.

A Cuba, toute critique a longtemps été étouffée. On ne pouvait être qu'avec la révolution ou contre la révolution, pour reprendre une phrase célèbre de Fidel Castro. Cette dichotomie imposée des positionnements a été endossée par les associations et réseaux de soutien à la révolution cubaine, ce qui a eu pour effet de décourager tout positionnement critique de gauche au processus révolutionnaire. Avec la chute du mur de Berlin, ce type de critique est de plus apparu comme totalement obsolète dans un monde où le capitalisme avait finalement triomphé. Si quelques initiatives critiques de gauche émergent à cette période (Paideia, Tercera Opción), elles sont rapidement censurées et ne parviennent pas à obtenir l'attention des médias internationaux, contrairement à l'opposition plus libérale qui se consolide progressivement dans des associations, partis et campagnes (Mouvement chrétien de libération, Commission pour les droits humains et la réconciliation nationale, projet Varela). Ce n'est donc qu'à la fin des années 1990 que se construit progressivement à Cuba une perspective critique de gauche sur le gouvernement révolutionnaire. Il faut d'ailleurs plutôt parler de perspectives au pluriel, tant la critique de gauche s'est étoffée et diversifiée. Existe-t-il pour autant une « nouvelle gauche » comme l'avancent de nombreux analystes ?

Une forte diversité sociale et politique

L'opposition au gouvernement cubain, y compris de gauche, s'est avant tout caractérisée par la construction de partis d'opposition, dont l'activité principale consistait à mettre au point des programmes politiques alternatifs à celui du gouvernement révolutionnaire. C'est par exemple le cas du parti social-démocrate Arc Progressiste, dirigé par Manuel Cuesta Morua. Quand la critique de gauche ne s'organisait pas ainsi, elle restait fortement marquée par la socialisation politique de ses protagonistes dans les institutions révolutionnaires cubaines. C'est le cas du courant Socialisme Participatif et Démocratique (SPD : www.cuba-spd.com), fondé par un ancien haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur et ex-membre du Parti communiste cubain et qui dispose de peu d'assise populaire locale. Aussi, quand la Cátedra Haydée Santamaria, puis l'Observatoire Critique

(réseau dont la Cátedra et SPD sont membres) ont émergé, la diversité sociale et politique de leurs animateurs (libertaires, écologistes, militants antiracistes, activistes communautaires, engagés contre la violence, l'accès aux nouvelles technologies ou le combat anti-OGM), leur credo anti-autoritaire, ainsi que leurs modes d'organisation horizontaux, similaires à ceux du mouvement altermondialiste, sont apparus comme novateurs. Cette mouvance dispose en effet à la fois d'un fort ancrage local, dans les quartiers populaires et dans le milieu intellectuel, et d'une extension transnationale grâce aux liens tissés avec des courants néomarxistes et libertaires en Amérique latine, aux Etats-Unis et en Europe, notamment à travers leur blog (www.observatoriocriticodesdecuba.wordpress.com).

En même temps, l'émergence de cette « nouvelle gauche » doit être replacée dans une dynamique plus large : la constitution d'une opposition politique de gauche (de la social-démocratie au mouvement libertaire) face au front d'opposition d'orientation libérale, déjà fortement organisé et plus visible. Au-delà de la « nouvelle gauche », des espaces sociaux et politiques pluriels de gauche se structurent en effet autour de l'héritage de la révolution cubaine qu'ils revendiquent en partie, notamment ses valeurs de justice sociale et de souveraineté nationale. Ce sont les ateliers et cycles de débats du centre de recherche Juan Marinello, les rencontres du jeudi de la revue *Temas* (le dernier jeudi de chaque mois : <http://www.temas.cult.cu/jueves.php>), les conférences et débats organisés à la Fondation Felix Varela, qui abrite désormais la revue *Espacio Laical* (<http://espaciolaical.org>), etc. Les débats ont également lieu en ligne, par blogs interposés, ou bien sur des plateformes d'information et d'opinion, comme Havana Times (www.havanatimes.org), où la majorité des publications sont le fait de Cubains de l'île. A l'étranger, la plateforme cubaine de nouvelles Cuba Encuentro (www.cubaencuentro.com) constitue un espace transnational de convergence de sensibilités politiques de gauche, puisqu'elle publie tant la diaspora cubaine que des Cubains de l'île. En sus, d'autres sites militants hispanophones comme www.rebellion.org et www.kaosenlared.org relaient une partie des débats qui occupent cette gauche en constitution.

Trois clivages structurants

La gauche émergente à Cuba est plurielle ; elle est aussi fragmentée, ce qu'occulte la notion de « nouvelle gauche ». Plusieurs clivages structurent en effet les positions de gauche à Cuba et chez les Cubains de la diaspora. Et ces clivages traversent ce qui a été appelé la « nouvelle gauche ». Par ailleurs, la notion de « nouvelle gauche » semble désigner un courant politique partisan, ce qui ne correspond pas à la réalité empiriquement observable.

Le premier clivage s'est construit autour de l'annonce de la mise en œuvre de réformes économiques par Raul Castro 1^{er} août 2010. Ces réformes (licenciement d'une partie des fonctionnaires, libéralisation partielle du petit commerce, libéralisation de l'achat/vente des véhicules et de l'immobilier, etc.) vont clairement dans le sens d'une ouverture plus forte au marché. Alors que l'Arc Progressiste, d'orientation social-démocrate, aurait souhaité des réformes économiques plus structurelles, qui auraient mené à la création d'une véritable économie de marché¹, l'Observatoire Critique (OC) se positionne au contraire contre la libéralisation économique. Pour OC, libéraliser n'est pas une solution pour dépasser la propriété étatique qui a caractérisé le socialisme cubain. Libéraliser ne peut conduire qu'à créer une nouvelle dualité, non plus entre l'Etat et les travailleurs, mais entre les patrons et les travailleurs, et donc à l'accroissement des inégalités sociales. En revanche,

coopérativiser permettrait de donner aux travailleurs un véritable contrôle sur leur outil de travail, sur l'organisation de ce travail et sur sa rémunération². Ce clivage est le seul qui distingue nettement entre une gauche plus réformiste comme Arc Progressiste et une gauche anticapitaliste, avec l'OC.

Le second clivage oppose les tenants d'une focalisation prioritaire sur la justice sociale et ceux qui revendiquent une partie de l'héritage libéral, en matière de droits individuels, notamment les droits civils et politiques. Une majorité des membres de l'Observatoire Critique se revendiquent d'un marxisme qui accorde la priorité à l'égalitarisation des conditions sociales et économiques, notamment au droit à une vie digne, à un logement, à un travail et à des services sociaux de base en termes de santé et d'éducation. Cependant, plusieurs membres d'OC soulignent au contraire la pertinence de l'héritage libéral, en termes de droits individuels (droit de vote, liberté d'expression et de réunion)³. Le clivage ne se situe donc pas tant ici entre sociaux-démocrates et anti-capitalistes qu'entre héritiers d'une tradition marxiste anti-libérale et promoteurs d'une articulation entre égalité et liberté.

Le troisième clivage oppose stratégiquement l'ensemble de l'opposition politique cubaine, tant sur l'île qu'à l'extérieur à une partie de la « nouvelle gauche » cubaine. Pour la plupart des Cubains politisés et souhaitant contribuer à un changement social et politique à Cuba, il est nécessaire de constituer un front d'opposition rassembleur au-delà de tout clivage partisan. Cette position est partagée par certains membres de SPD et de la Catedra qui ont signé une des pétitions internationales les plus rassembleuses des dernières années demandant le « respect immédiat des droits et libertés citoyennes de base », dont le droit à la création de partis, de syndicats, d'associations, etc.⁴ Signée par des Cubains d'obédience politique plurielle, libéraux et conservateurs, anti-capitalistes, républicains et sociaux-démocrates, cette pétition a été critiquée par une partie de la « nouvelle gauche » cubaine. Pour ces militants, la démocratie représentative, et en particulier le pluripartisme, sont discrédités car ils échouent à prendre en compte les aspirations des citoyens à une vie digne et moins inégalitaire (mouvements Occupy, Indignados, etc.). Ces militants se caractérisent par une orientation plus libertaire que les autres et aussi plus basiste, au sens latinoaméricain, c'est-à-dire qu'ils accordent une attention particulièrement forte au niveau local de l'action politique, au travail communautaire effectué à l'échelle du quartier.

S'il existe donc bien une « nouvelle gauche » cubaine, en tant que courant politique caractérisé avant tout par un positionnement anti-autoritaire, anti-capitaliste et basiste, celui-ci est pluriel et les militants qui s'en revendiquent ne s'accordent pas toujours sur la stratégie politique de leur mouvement. Il faut dire que nombreux sont les Cubains qui se sentent appartenir à cette mouvance sans souhaiter adopter un positionnement idéologique et stratégique bien défini. La « nouvelle gauche » constitue donc plutôt une nébuleuse dont l'ambition est avant tout d'expérimenter, c'est-à-dire de pratiquer de nouvelles formes de sociabilité, de citoyenneté et d'action sociale, artistique et politique au niveau local, plutôt que de se constituer en un courant politique solidement structuré. Cet état de fait est à l'origine de plus d'un malentendu entre les militants ou proches de cette « nouvelle gauche » à Cuba et les intellectuels et militants de la diaspora ainsi que les réseaux de soutien transnationaux qui souhaitent l'émergence d'une gauche forte dans la Cuba post-révolutionnaire⁵.

condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑**1** Voir l'entretien [« Los opositores tienen la palabra : Manuel Cuesta Morua »](#), Cubanet, 9 janvier 2012.
- ↑**2** Daisy Valera, [« Las cooperativas que queremos »](#), blog de l'Observatoire Critique, 13 juillet 2012.
Voir [le débat entre Armando Chaguaceda \(longtemps membre d'OC\) et Julio Cesar](#)
- ↑**3** [Guanche](#), qui appartient à cette nébuleuse de gauche sans avoir d'affiliation spécifique.
- ↑**4** Le [texte complet de la pétition](#) et [une réponse faite par un membre d'OC](#), pour expliquer pourquoi il n'a pas signé le texte.
- ↑**5** Voir [le post de blog d'Erasmus Calzadilla](#) en réponse à la critique de Haroldo Dilla sur la nouvelle gauche « pure et solitaire ».